

## CONDITIONS LÉGALES (Territoires du Nord-Ouest)

Les conditions prévues au présent article sont réputées faire partie de tout contrat en vigueur dans les Territoires du Nord-Ouest et doivent être imprimées sur chaque police sous le titre « Conditions légales »; aucune modification, omission ou adjonction à l'une de ces conditions n'engage l'assuré.

### Assertions inexactes

- 1 Lorsqu'un proposant donne une fausse description Assertions des biens au préjudice de l'assureur, représente faussement ou omet frauduleusement de déclarer une circonstance qu'il est essentiel de porter à la connaissance de l'assureur pour lui permettre d'apprécier le risque qu'il prend à sa charge, le contrat est nul quant aux biens qui font l'objet de l'assertion inexacte ou de l'omission.

### Biens d'autrui

- 2 Sauf stipulation contraire du contrat, l'assureur ne Biens d'autrui répond pas des pertes ou des dommages causés à des biens n'appartenant pas à l'assuré, à moins que le contrat ne fasse mention de l'intérêt de l'assuré dans ces biens.

### Cession de l'assurance

- 3 L'assureur répond de la perte ou des dommages survenant après une cession autorisée par la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada) ou après un transfert de titre par succession, par l'application de la loi ou par suite d'un décès.

### Changements dans les circonstances constitutives du risque

- 4 Tout changement dans les circonstances Changements constitutives du risque qui vient à la connaissance de l'assuré et qui dépend de sa volonté est une cause de nullité de la partie du contrat qu'il vise, à moins que l'assureur ou son agent local n'en soit promptement avisé par écrit. L'assureur peut alors résilier le contrat et, le cas échéant, rembourser la partie non acquise de la prime acquittée par l'assuré, ou aviser l'assuré par écrit qu'il doit, s'il désire que le contrat demeure en vigueur, acquitter dans les 15 jours suivant réception de l'avis une prime supplémentaire sous peine de résiliation du contrat, auquel cas l'assureur lui rembourse, le cas échéant, la portion non acquise de la prime qu'il a payée.

### Résiliation

- 5 (1) Le présent contrat peut être résilié :
  - a) par l'assureur, moyennant un préavis de 15 jours posté, en recommandé, à l'assuré, ou de cinq jours, s'il lui est remis en main propre;
  - b) par l'assuré, à tout moment, sur demande.
- (2) En cas de résiliation par l'assureur :
  - (a) celui-ci rembourse l'excédent de la prime acquittée sur la prime acquise calculée pour la période écoulée, sous réserve de la retenue de la prime minimale stipulée par le contrat;
  - (b) le remboursement accompagne l'avis, sauf si la prime est sujette à rajustement, auquel cas le remboursement est fait dès que possible.
- (3) En cas de résiliation par l'assuré, l'assureur rembourse dès que possible l'excédent de la prime acquittée sur la prime acquise calculée au taux à court terme pour la période écoulée, sous réserve de la retenue de la prime minimale stipulée par le contrat.
- (4) Le remboursement peut se faire en espèces, par mandat-poste ou mandat de compagnie de messagerie, par chèque encaissable au pair ou par un transfert électronique de fonds.
- (5) Les 15 jours de préavis mentionnés à l'alinéa (1) a) commencent à courir le jour suivant la réception de la lettre recommandée au bureau de poste de sa destination.

### Obligations en cas de sinistre

- 6 (1) En cas de sinistre couvert atteignant les biens assurés, l'assuré, en plus d'observer les formalités stipulées aux conditions légales 9, 10 et 11 :
  - a) en avise aussitôt l'assureur par écrit;
  - b) remet dès que possible à l'assureur un état de sinistre appuyé d'une déclaration solennelle :
    - (i) dressant l'inventaire complet des biens atteints, et exposant en détail la quantité, le coût, la valeur au jour du sinistre et les éléments du montant réclamé,
    - (ii) énonçant, au mieux de sa connaissance, l'endroit et les circonstances du sinistre, et, dans le cas d'un incendie ou d'une explosion, quelle en est la cause,
    - (iii) attestant que le sinistre n'a été causé par aucun fait intentionnel de l'assuré ni par sa négligence, à son incitation,

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.



par son entremise ni avec sa complicité,

- (iv) énonçant toutes autres assurances concurrentes et les assureurs correspondants,
- (v) énonçant l'intérêt de l'assuré et de toutes autres personnes dans les biens atteints et toutes les charges grevant ces derniers,
- (vi) énonçant tout changement de titre, d'usage, d'occupation, de situation, de possession ou tout changement survenu dans la nature du risque depuis l'établissement du contrat,
- (vii) indiquant l'emplacement des biens assurés au moment du sinistre;
- c) fournit, à la demande de l'assureur, l'inventaire complet des biens non atteints, en indiquant le nombre, le coût et la valeur au jour du sinistre;
- d) fournit, à la demande de l'assureur et dans la mesure du possible, les livres de compte, récépissés d'entrepôt et listes d'inventaires, ainsi que les reçus et autres pièces justificatives appuyés d'une déclaration solennelle, de même qu'une copie de tout autre contrat.

(2) Les preuves fournies en conformité avec les alinéas (1) c) et d) ne constituent pas une preuve de sinistre au sens des conditions légales 12 et 13.

## Fraude

7 Toute fraude ou fausse déclaration intentionnelle dans une déclaration solennelle relative à un détail mentionné ci-dessus entraîne la nullité de la réclamation de l'auteur de la déclaration.

## Personnes autorisées à produire l'avis du sinistre et la preuve du sinistre

8 L'avis du sinistre peut être donné et la preuve de sinistre établie par le représentant de l'assuré nommé dans le contrat, s'il est démontré de façon satisfaisante que l'assuré est absent ou incapable de donner l'avis ou d'établir la preuve, ou, en pareil cas ou en cas de refus de sa part, par toute personne ayant droit à tout ou partie de l'indemnité.

## Mesures conservatoires

- 9 (1) Il incombe à l'assuré à la suite d'un sinistre de prendre toutes les mesures raisonnables afin que les dommages causés aux biens assurés ne s'aggravent et que d'autres biens assurés par le contrat ne soient endommagés, y compris, si nécessaire, leur enlèvement des lieux.
- (2) L'assureur assume une part, proportionnelle aux intérêts respectifs des parties, des dépenses justifiées et raisonnables engagées lors des mesures prises par l'assuré et exigées en vertu du paragraphe (1).

## Accès, prise en charge, délaissement

10 En cas de sinistre, l'assureur et ses mandataires autorisés ont à tout moment le droit d'inspecter les biens assurés et d'estimer l'étendue des dommages; toutefois, l'assureur n'a pas le droit de prendre en charge ou en sa possession les biens assurés, et les biens assurés ne peuvent être délaissés à l'assureur sans son consentement.

## Évaluation

11 En cas de désaccord sur la valeur des biens assurés, des biens non atteints ou du montant de la perte, une évaluation conforme aux dispositions de la Loi sur les assurances a lieu avant toute indemnisation au titre du contrat, que la validité du contrat soit ou non contestée et indépendamment de toute autre question. Le droit à l'évaluation n'existe que sur demande écrite expresse une fois présentée la preuve de sinistre.

## Délai de règlement

12 L'indemnité est versée dans les 60 jours après que la preuve de sinistre a été complétée, à moins que le contrat ne prévoie un délai plus court.

## Remplacement

- 13 (1) Au lieu de verser l'indemnité en espèces, l'assureur peut réparer, reconstruire ou remplacer les biens sinistrés, auquel cas il donne un avis écrit de son intention dans les 30 jours de la réception de la preuve de sinistre.
- (2) Dans ce cas, l'assureur entreprend la réparation, la reconstruction ou le remplacement des biens sinistrés dans les 45 jours de la réception de la preuve de sinistre, et par la suite fait preuve de toute la diligence voulue pour terminer les travaux.

## Prescription

14 Les actions en recouvrement d'indemnité intentées contre l'assureur sous le régime du présent contrat se prescrivent par deux ans à compter de la survenance du sinistre.

## Avis

15 Les avis écrits destinés à l'assureur peuvent être remis ou postés, en recommandé, à l'agence principale ou au siège social de l'assureur dans les Territoires du Nord-Ouest. Les avis écrits destinés à l'assuré peuvent lui être remis en main propre ou lui être postés, en recommandé, à la dernière adresse qu'il a donnée à l'assureur. Dans la présente condition légale, le terme «recommandé» signifie recommandé au Canada ou à l'étranger.